

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 7 (1915)
Heft: 2

Artikel: La guerre, le militarisme et la neutralité des syndicats
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383065>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE

SUISSE

Organe de l'Union suisse des Fédérations syndicales

Abonnement: 3 fr. par an
Pour l'Étranger: Port en sus

Rédaction: Secrétariat de l'Union suisse des Fédérations syndicales, Kapellenstrasse 6, Berne
Téléphone 1808 o o o o o o o o o o Compte de chèques postaux N° III 1366

Expédition et administration: o
Imprim. de l'Union, Berne

SOMMAIRE:

	Page		Page
1. La guerre, le militarisme et la neutralité des syndicats	9	5. La Marque Syndicale en Amérique	17
2. La science du Dr Laur	10	6. Mouvement syndical international	19
3. A propos de l'Union syndicale internationale	12	7. Unité européenne	19
4. Un manifeste de la Fédération française des ouvriers des métaux	14	8. Faits divers	20

La guerre, le militarisme et la neutralité des syndicats.

Maintenant que l'Italie, elle aussi, participe à la guerre, le nombre total des hommes mobilisés pour la défense de leur patrie et pour faire le plus de mal possible à la patrie des autres doit dépasser 18 millions.

Où restent les voix qui criaient à la débâcle parce qu'une méchante grève faisait perdre quelques cent mille francs à des capitalistes trop avares pour accorder une modeste augmentation de salaire ou une réduction du nombre des heures de travail?

Où sont les grands économistes qui, chaque fois qu'un conflit sérieux entre patrons et ouvriers éclatait, réclamaient l'intervention du gouvernement pour éviter les grands dommages qu'une grève devait — selon leur calculs causer à la vie sociale?

Ce que les statistiques sur les effets désastreux de la guerre nous apprennent, dépasse de cent mille fois, en extension et en intensité, les souffrances causées par les grèves les plus étendues que l'histoire du mouvement ouvrier connaît.

Voici quelques chiffres qui peuvent nous édifier à ce sujet.

D'après l'*Economiste Européen*, qui se base sur des chiffres officiels, les frais de guerre de tous les États engagés se montent à 87 milliards pour la période du 1^{er} août 1914 à la fin du mois de mai 1915. La France seule y participe pour plus de 25 milliards. L'Allemagne et l'Autriche ne sont guère moins chargées et la Russie doit également y participer pour sa bonne part. L'*Indépendance Roumaine* du 12 mai écoulé indique le chiffre des emprunts contractés à l'étranger par les États européens, depuis le début de la guerre, à 6724 millions de dollars, soit 33½ milliards de francs. L'Angleterre participe à ce chiffre

avec plus de 11 milliards, l'Allemagne avec 7 milliards 365 millions, la Russie avec 5 milliards, la France avec 3½ milliards, l'Autriche-Hongrie avec 3½ milliards et ainsi de suite.

Ces chiffres sont encore très incomplets et ils n'indiquent que les frais de guerre, c'est-à-dire les frais occasionnés pour l'entretien des armées, par les secours distribués aux familles des hommes mobilisés et pour l'acquisition de matériel de guerre. Néanmoins ce sont plus de 7 milliards par mois, plus de 240 millions de dépenses par jour ou 10 millions (chiffre rond) par heure pour une œuvre de destruction et de dévastation générale!

Le quart de cette dépense monstrueuse aurait suffi pour permettre de procéder à une réduction de la journée de travail à huit heures sans diminution du salaire pour tous les ouvriers industriels des pays en cause, et cela même sans rien compter pour l'augmentation relative de la production résultant d'une forte réduction de la journée de travail!

Quelles magnifiques œuvres de réforme sociale aurait-on pu créer avec les autres trois quarts de la somme qu'engloutit la guerre.

Les travailleurs syndiqués, les hommes qui dirigent le mouvement syndical peuvent-ils rester indifférents — sous prétexte de neutralité — vis-à-vis de pareils faits?

Quand on compte si minutieusement les quelques centimes d'augmentation de salaire, et le nombre des heures de travail diminuées grâce aux efforts de nos syndicats, peut-on tenir les yeux fermés en face de semblables chiffres? Nous ne le croyons pas.

Mais, la guerre n'a pas coûté que de l'argent.

Admettons que sur les 12 ou 13 millions d'hommes mobilisés depuis le 1^{er} août de l'année 1914, la moitié seulement soient des travailleurs occupés auparavant à un travail productif. Ce seraient plus de 1570 millions de journées de travail perdues. En estimant la valeur productive

moyenne d'un ouvrier à 8 fr. par jour, ce sont plus de 12 $\frac{1}{2}$ milliards de pertes pour la production sociale. A cela il faut ajouter au moins autant de pertes pour le travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les industries pour la production et le transport des matériaux de guerre.

Ceux qui nous racontent toujours, ce que les grèves causent de pertes à la société, feraient bien de tenir compte des constatations que nous venons de faire.

Mais ce ne sont là que des parties et non les plus importantes des pertes que la guerre a déjà causées.

N'oublions pas qu'une grande partie de la Belgique et des départements du Nord de la France, une partie de l'Alsace, toute la Galicie et une grande partie de la Pologne sont dévastées, que des milliers de villages et de villes furent réduits en ruines. Depuis plusieurs mois, il ne se passe pas de jour sans que la mer engloutisse un certain nombre de vaisseaux plus ou moins importants et avec eux des valeurs de plusieurs millions sont perdues.

A notre avis, les effets de la guerre coûtent encore bien plus aux peuples que l'entretien et l'armement des troupes.

Cependant, cette guerre féroce demande encore autre chose que de l'argent, des forces de travail et la disparition ou la démolition d'œuvres humaines. La guerre actuelle a déjà dévoré la chair, a bu le sang de plus de 2 $\frac{1}{2}$ millions d'hommes, elle en a estropiés plus d'un million pour le restant de leur vie, et près de 4 millions d'hommes malades et blessés souffrent dans les hôpitaux!

Le travailleur syndiqué n'est pas simplement qu'un ouvrier salarié, désirant obtenir le plus haut salaire possible, une courte journée de travail, un traitement digne de la part de ses maîtres et des secours de la part du syndicat. L'ouvrier syndiqué est aussi un être humain, et l'organisation ne l'empêche en rien d'avoir des sentiments humains qui lui font ressentir les souffrances de ses semblables.

Son intelligence, sa raison, doivent se révolter à la pensée que, par millions, ses frères de travail s'entr'égorgent sur les champs de bataille, causent la ruine de peuples entiers, et tout cela presque uniquement au profit des oppresseurs et des exploités du prolétariat.

Ceux des syndiqués qui ne se sentent pas trop tourmentés par des sentiments humains, ont du moins subi les effets du renchérissement de la vie, du chômage, des réductions des salaires. Cela seul devrait suffire, pour leur faire comprendre que l'organisation syndicale ne peut rester indifférente lorsqu'il s'agit de combattre la guerre et le militarisme.

Sans doute, la majeure partie des syndiqués ne contesteront pas le bien-fondé de notre façon de penser et de juger. La censure rigoureuse empêche actuellement beaucoup de nos camarades de nous faire connaître leur opinion toute entière. Cependant ce que nous avons appris jusqu'ici par les déclarations de certains camarades n'est pas très encourageant. Nous en parlerons dans un prochain article.



La science du Dr Laur

C'est entendu, les socialistes qui accusent le consortium des agrariens, groupé autour de l'illustre savant de Brougg, d'exploiter méthodiquement les consommateurs, ne sont que de vils calomnieux, mal à leur aise tant qu'ils ne peuvent pas embêter quelqu'un.

Nos braves agrariens ne songent qu'à vivre pour le bien de la patrie et s'ils s'efforcent d'augmenter le plus possible le prix des vivres, ils ont les raisons d'Etat pour eux.

La patrie serait sérieusement en danger s'il n'y avait pas notre superbe professeur Laur, secrétaire de la Ligue des paysans, professeur d'agronomie à l'école polytechnique de Zurich, statisticien spécial pour la production agricole et alimentaire en Suisse, membre de toutes les commissions d'experts à nommer par le Conseil fédéral, etc., etc.

Eh bien, ce noble citoyen, auquel la Suisse le doit un peu si elle existe encore, vient de publier une brochure qui prouve combien nous sommes mal renseignés quand nous protestons contre la politique douanière de nos gros paysans, quand nous nous lamentons de la hausse du coût de la vie.

Cette brochure intitulée

„Principes économiques à l'usage de la Politique douanière suisse“

mériterait d'être apprise par cœur par tous ceux qui souffrent du renchérissement de la vie.

Malheureusement, elle est trop volumineuse pour que nous puissions la reproduire en entier. Nous n'en reproduisons que les principaux chapitres, sans modification du texte, mais en nous réservant de faire quelques commentaires, si cela nous paraît utile.

Le but de la politique économique de l'Etat.

Si elle veut être source de fécondité, la politique économique de l'Etat doit se donner pour base une idée directrice, tendre vers des buts déterminés. Or, c'est à la prospérité de la nation qu'aspire l'Etat moderne. Cependant, si les représentants des diverses tendances se trouvent en désaccord en ce qui concerne les voies à suivre,